

Trois élus PS visent les commentaires du site MesOpinions.com

Gens du voyage / Bois de Vincennes : Plainte contre les maires de Charenton, Joinville, et St-Maurice

La mise en place de l'aire réservée aux gens du voyage dans le Bois de Vincennes tourne à l'aigre. Gilles-Maurice Bellaïche, conseiller régional et conseiller municipal de Charenton, Arie Adida et Patricia Richard, conseillers municipaux de St-Maurice, tous élus socialistes, ont indiqué avoir porté plainte dans un communiqué, diffusé samedi, auprès de la procureure de la République de Créteil pour «complicité de racisme, incitation à la haine raciale et recel». Cette plainte concerne **Christian Cambon**, sénateur-maire(UMP) du Val-de-Marne, Jean-Marie Brétillon, maire (UMP) de Charenton-le-Pont, et Olivier Dosne, maire (UMP) de Joinville-le-Pont.

Avec d'autres élus de droite, ces trois maires ont lancé une pétition en ligne sur le site MesOpinions.com contre le projet de la mairie de Paris d'aménagement d'une aire pour les gens du voyage. Ce que visent la plainte des trois élus socialistes, qui se disent «particulièrement choqués», ce sont les «nombreux commentaires, haineux, racistes et obscènes, déposés sur le site par des pétitionnaires sur les gens du voyage». Les trois élus PS «regrettent l'absence de modération permettant un contrôle et un filtrage des prises de position et les échanges entre les utilisateurs, comme le recommande MesOpinions.com dans

ses conditions d'utilisation.» Les trois élus socialistes estiment leur plainte fondée «puisque dépositaires de l'autorité publique, les maires ont été informés par ces élus des dérives dans les commentaires et ce à maintes reprises, notamment lors du conseil de communauté de communes de Charenton-Saint-Maurice du 2 avril dernier.» Malgré ce rappel, insistent les trois élus, «aucun n'a cru bon de prendre des mesures», ce qui, pour les élus socialistes, «constitue une circonstance aggravante et démontre une manœuvre électoraliste.» Enfin, les trois élus socialistes dénoncent les propos de M. Brétillon sur le Bois de Vincennes qui «ne devrait pas devenir un dépotoir» que le maire de

Charenton aurait tenus lors de la manifestation du 23 mars. Ils condamnent aussi ceux de **M. Cambon**, rapportés dans un article publié le 12 février sur le site internet leparisien.fr, pour qui Paris «se débarrasse de ce qui peut apparaître comme une nuisance sur les villes limitrophes». Les élus socialistes critiquent aussi les propos de **M. Cambon** tenus en juin 2011 dans le magazine de la ville «Saint-Maurice Infos», dans lequel il précise qu'il a toujours soutenu «les projets de Paris lorsqu'ils amélioraient la vie de nos concitoyens. Raison de plus pour s'opposer à Paris lorsque la qualité de vie et la sécurité de notre commune riveraine risque d'être menacée».

Christian Cambon: "Cette affaire ne tient pas!"

Première Heure : Quelle réaction en apprenant que vous êtes poursuivi pour incitation à la haine raciale ?

Christian Cambon : C'est assez consternant, pour une raison bien simple. Cette plainte ne tient pas. Sur le droit, notre pétition est logée sur un site national, MesOpinions.com. C'est un site remarquable et honorable, sur toutes sortes de sujets. Et j'ai déjà expliqué aux élus de St-Maurice que, juridiquement, le propriétaire du site dispose du modérateur. Pour ma part, je ne peux pas agir sur le site et éventuellement, enlever des commentaires. Sur près de 4.000 pétitionnaires, il en existe un nombre très réduit qui dérapent, comme dans toutes les manifestations. Ces élus de St-Maurice s'en sont emparés et ont fait une grande démonstration lors du conseil municipal l'autre jour. Ils ont affirmé que j'appelais à la «haine raciste». Mais je n'appelle à rien du tout. Car ma pétition n'appelle qu'à la sauvegarde du Bois de Vincennes. Un point c'est tout. Et j'observe que les habitants ne s'y trompent pas. Car entre Charenton, St-Maurice, Joinville, on compte plus de 10.000 pétitionnaires (sur papier et sur le site).

PH : Cette pétition a été discutée lors du dernier conseil municipal ?

Ch.C : Oui, et après que nous avons eu discuté de cette pétition et du vœu qui allait avec, j'ai demandé qu'on passe au vote. Or ces deux élus, à la suite d'explications alambiquées, ont indiqué qu'ils ne voteraien ni «oui» ni «non» et ils n'ont pas pris part au vote. Je remarque que si notre pétition avait été un appel à la haine

raciale, ils auraient, au moins, voté contre. La vérité, c'est que cette affaire les met dans l'embarras. Car les habitants font bloc avec nous. Je vous signale du reste que nous avons déposé un recours devant le tribunal administratif, mercredi soir, par les mains de Me Poujade, avocat des communes du Bois de Vincennes. Par ailleurs, si cette pétition avait été un appel à la haine raciale, je ne pense pas que des élus aussi modérés que le maire de Vincennes, Laurent Lafon, nous auraient suivis. Ainsi, comme ces élus socialistes s'aperçoivent que cette affaire leur explose au visage, ils se raccrochent aux branches et tentent de nous attirer sur le terrain de la haine raciale. Mais cette manœuvre ne tient pas la route un instant. Le procureur va classer l'affaire parce qu'il n'y a pas lieu de poursuivre. Ou s'il faut poursuivre, il faut poursuivre MesOpinions.com.

PH : Vous êtes donc tout à fait serein ?

Ch.C : Je suis serein et je dors sur mes deux oreilles. Car d'abord je connais le droit et ensuite parce que le texte de la pétition tourne autour du thème «Arrêtez de massacrer le Bois de Vincennes». Et s'il c'était agi d'une fondation d'une grande marque internationale qui aurait voulu s'y installer, cela aurait été le même cri. Nous sommes las de voir notre bois coupé en tranches de salamis. Nous sommes des maires républicains. Notre combat porte sur la défense de l'intégrité du Bois de Vincennes et son sauvetage. (suite en P. 10)

Editeur: Tess Communication.
RCS Paris B 390 731149. APE : 221 E.
Dir/publication: Christian Souquet-Basiège. Siège social: 65, avenue Kléber 75116 Paris. ISSN 1165-3833 - SIREN 390 731 149 00022. Bi-hebdo diffusé par fax le mardi, le vendredi et par flashes. Vente sur abonnements: 2050 euros/an mobile 06 98 03 14 74
tess.communication@wanadoo.fr

Rédaction Paris /Hts de Seine:
Jean-Pierre Dubois. 22, rue Paul Bert 92150 Suresnes. Tél. 01 45 06 36 57.
journal.premiere.heure@orange.fr

Rédaction Val de Marne/ Seine-St-Denis: Hervé Guénot 6, rue de l'Elysée Ménilmontant 75020 Paris. Tél. 01 43 55 09 38 guenot.hervé@wanadoo.fr

Rédaction Ile de France: Paul Philippart 2, rue Claude Matrat 92013 Issy -les-Moulineaux Tel. 06 22 03 10 67 paul.philippart@wanadoo.fr

La gauche demande l'arrêt de la pétition contre les gens du voyage...

Les organisations politiques de gauche et écologiste de Joinville-le-Pont (PS, PCF-Front de Gauche, EELV, PRG), réunies pour étudier le projet d'implantation par la ville de Paris d'une aire d'accueil de 28 places pour les gens du voyage dans le Bois de Vincennes, «constatent» dans un communiqué diffusé samedi, que la ville de Joinville «n'applique pas» la loi du 1er juillet 2000 (loi Besson) sur l'obligation pour les villes de plus 5.000 habitants d'avoir une aire d'accueil des gens du voyage. La gauche joinvillaise condamne par ailleurs «fermement» «l'utilisation du journal municipal à des fins partisanes» et dénonce «la politique de ségrégation d'une partie de la population et une discrimination envers les gens du voyage qui sont pour la plupart d'entre eux Français.» Enfin, la gauche joinvillaise demande à la municipalité et au maire (UMP), Olivier Dosne, de «mettre fin à la campagne de signature de pétition qui va à l'encontre du vivre ensemble et d'ouvrir des discussions avec la Ville de Paris dans le respect de la charte du Bois de Vincennes.» Le communiqué est signé de Jean-François Clair (PS), Michel Laval (EELV), Yves Tamet (PCG-FdG), Marc Verstraete (PRG).

Fresnes/Elus PS. L'«Union départementale des élus socialistes et républicains du Val-de-Marne» a été fondée dimanche dernier à l'hôtel de ville de Fresnes par quelque 350 élus socialistes du département. Le député-maire de Fresnes, Jean-Jacques Bridey, en a été élu par acclamation président. Selon un communiqué, «aux côtés de Luc Carvounas, premier secrétaire fédéral du PS, le nouveau président Jean-Jacques Bridey aura la responsabilité d'organiser le Parti socialiste du Val-de-Marne pour les futures échéances municipales. A cette occasion, l'objectif sera de battre la droite et de réorienter les équilibres à gauche partout où cela sera possible.»

La géothermie permettra à l'hôpital de Villejuif de diviser ses émissions de gaz à effet de serre par trois

L'inauguration du raccordement au réseau de géothermie de l'hôpital Paul-Guiraud de Villejuif a eu lieu vendredi dernier. L'installation géothermique permettra à l'hôpital de diviser ses émissions de gaz à effet de serre par trois et de réduire de près de 20% son budget de chauffage. À l'automne 2012, l'établissement public de santé a été raccordé au plus grand réseau géothermique d'Europe géré par la Semhach, société d'économie mixte.

Un projet concrétisé au terme d'un chantier de 3 M€. La Semhach a coordonné l'ensemble du chantier, pour le compte du syndicat intercommunal pour la géothermie à Chevilly-Larue, L'Haÿ-les-Roses et Villejuif. Dans ce cadre, 1.440 mètres de réseau ont été tirés, et la chaufferie de l'hôpital a été entièrement restructurée, afin d'accueillir les équipements géothermiques et les moyens de production d'appoint et de secours au gaz. L'ensemble de l'investissement est pris en charge par le syndicat intercommunal, et sera amorti sur le long terme, tout en proposant un tarif de la chaleur très compétitif dès le premier jour. Pour sa part, l'Ademe a subventionné les installations à hauteur de 15%, soit 440.000€, en s'appuyant sur le dispositif du Fonds Chaleur. A noter que, à Villejuif, sont déjà raccordés à la géo-

thermie quelque 3.000 logements de la cité des Lozais, le stade nautique Youri-Gagarine, l'ensemble scolaire Karl-Marx

Habitat indigne : Un Colloque sur le thème "Habitat indigne dans la métropole parisienne : quelle mobilisation des territoires ?" aura lieu aujourd'hui à l'espace Fraternité à Aubervilliers à partir de 8h30. Des ateliers de réflexion seront proposés. Gilles Catoire, maire de Clichy, interviendra lors d'une table ronde, à 16h, en présence d'élus de Paris, d'Aubervilliers, de Plaine Commune et de Paris Métropole.

Vincennes. Pour la 8ème année, Vincennes met à l'honneur les tout-petits en leur consacrant un festival consacré au voyage jusqu'au 20 avril dans différents endroits de la ville. Après une thématique sur l'eau en 2011, sur les jeux en 2012, place cette année au voyage et à la découverte du monde. Pendant une semaine, de multiples animations et activités vont être proposées aux enfants : spectacles, expositions, jeux du monde, lectures de contes, balades tout-petits et de nombreux ateliers autour du voyage (dessin/peinture, sculpture, musique, danse, multimédia). L'an dernier, la fréquentation de la Semaine de la petite enfance était, selon la mairie, de presque 5.000 personnes.

Artiste, poète, sportif... Un autre visage du préfet Jean Moulin

Bertrand Delanoë et Catherine Vieu-Charier, adjointe de Paris chargée de la mémoire et du monde combattant, inaugureront ce matin à 11h15 l'exposition "Redécouvrir Jean Moulin" au Musée du Général Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin situé dans le XVe arrondissement. Bénéficiaire du legs d'Andrée Escoffier-Dubois, une petite cousine du grand résistant, le musée Jean Moulin propose à travers de nombreux documents inédits une découverte de l'homme derrière la figure historique du préfet d'Eure et Loire et l'unificateur de la Résistance. Eaux fortes et dessins, poèmes, photos de vacances et même des bulletins scolaires du jeune Jean Moulin offrent un voyage dans la France de l'entre-deux guerres et dressent la chronique d'une existence : celle d'un jeune homme passionné devenu un homme moderne, engagé au sein du Front Populaire puis dans la Résistance mais aussi fervent d'art, amateur de sports d'hiver, bref amoureux de la vie. Le commissariat de l'exposition a été assuré par Christine Levisse-Touzé, directrice du Musée du général Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris-Musée Jean Moulin et Dominique Veillon, directeur de recherches honoraire au CNRS.

Musée du Général Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin / 23, allée de la 2ème Division Blindée (15e).